



## Pourquoi boycotter le Botswana ?



## au sommaire

- 3** Les oubliés de la République Brigitte Wyngaarde
- 4** Echos des campagnes
- 6** Pourquoi boycotter le Botswana? Stephen Corry
- 9** Les Indiens de Vargas Llosa Cesar Rodriguez Garavito
- 10** "Faire émerger la vie" Nidoïsh Naisseline
- 11** Dmitri Anatolievitch Medvedev! Pavel Suliandziga

## Les oubliés de la République

L'annonce du suicide, le 8 janvier dernier, d'un Amérindien dans une cellule de la gendarmerie de Camopi a déclenché quelques remous au sein des médias, dans le monde des décideurs et des politiques. Ce drame de la garde à vue a rappelé à tous que les Amérindiens se suicident facilement en Guyane française. Fallait-il attendre 2011 pour s'en émouvoir ? L'alarme avait pourtant déjà sonné en 2004, sans effet d'ailleurs, tant les réactions avaient été faibles. A cette époque, les jeunes gens du haut-Maroni se pendaient les uns après les autres.

Le suicide de Camopi a-t-il créé une prise de conscience de leur détresse ? Quelques vérités sont dites par certains aujourd'hui, qu'on aurait aimé entendre plus tôt : les Amérindiens de la Guyane ont été oubliés dans leurs forêts. On a méprisé leur culture. On les a tenus à l'écart des échanges et du progrès. On les a subordonnés, précarisés, infantilisés. On a livré leurs espaces de vie aux orpailleurs du Brésil ou du Surinam. On les a empoisonnés. Il n'y a pas lieu de s'étonner que ceux qui doivent mendier à la République l'eau potable, l'électricité et le téléphone, comme tant d'autres services publics, soient accablés et désemparés. Les causes étant connues, il faut s'entendre sur le remède.

L'ambition de nos élus, c'est de faire des Amérindiens « des Guyanais comme les autres », par assimilation. Le moyen est simpliste : il s'agit de désenclaver les territoires où vivent les communautés, et sans doute, de laisser faire le commerce. Le destin des Amérindiens serait ainsi abandonné aux technocrates. Tôt ou tard en effet, par l'ouest et par l'est, les routes de bitume parviendront aux portes du Parc national, l'ex-pays indien, apportant avec elles le meilleur et le pire.

Au contraire, le salut passe par la prise en compte du véritable enjeu : non pas désenclaver un territoire, mais aider des peuples à s'émanciper, à retrouver la maîtrise de leur avenir et à s'ouvrir aux autres. Car malgré le mépris et la domination qu'ils subissent, les Wayana, les Emerillon et les Wayampi sont encore des peuples aujourd'hui.

Brigitte Wyngaarde,  
Village Balaté, Guyane française.

# Échos des campagnes

## BOTSWANA

### Appel au boycott des diamants

Survival a lancé le 3 novembre un appel au boycott des diamants du Botswana pour dénoncer le traitement infligé par le gouvernement aux Bushmen du Kalahari. Une pétition mise en ligne fin octobre et appelant la compagnie touristique controversée Wilderness Safaris à retirer son luxueux lodge du territoire des Bushmen au Botswana appelait déjà à la mobilisation de l'opinion publique internationale. La pétition réunit aujourd'hui près de 30 000 signatures de plus de 80 pays. Le 19 novembre, un Bushman du cœur de la Réserve du Kalahari central s'est rendu en Gambie pour demander de l'aide auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. A peine un mois plus tard, s'exprimant sur le site de la plus importante mine de diamant du pays, le président du Botswana a qualifié dans une brusque envolée les Bushmen du Kalahari d'êtres 'archaïques', 'primitifs' et 'arriérés'. Il a accusé les Bushmen de vivre 'une vie d'attardés', 'une vie primitive faite de privations en coexistence avec la faune sauvage', selon 'le mode archaïque d'un âge révolu où régnaient indigence et indignité'. Les Bushmen ont fait appel le 17 janvier de la décision de la Haute cour botswanaise rendue l'été dernier les empêchant d'utiliser leur puits d'eau. Le verdict devrait être rendu fin janvier.

## BRÉSIL

### Le Nobel Alternatif à un évêque

L'évêque catholique Erwin Kräutler a reçu le Right Livelihood Award, connu comme le Prix Nobel Alternatif, pour son action en faveur des Indiens du Brésil. Lors de la cérémonie de remise des prix en décembre dernier au parlement suédois, il a été honoré 'pour une vie entière consacrée à la défense des droits de l'homme et de l'environnement des peuples indigènes et pour ses efforts incessants afin de sauver la forêt amazonienne de la destruction'. Il a dénoncé la situation dramatique dans laquelle se trouvent les Guarani. L'évêque Kräutler est engagé depuis longtemps dans un combat pour la reconnaissance des droits des Indiens du Xingu, en Amazonie brésilienne, qui sont aujourd'hui menacés par le barrage de Belo Monte.

### Des Indiens nomades d'Amazonie font appel à la justice

Un groupe de dix Indiens awá a fait le long voyage depuis leur territoire reculé d'Amazonie jusqu'à la capitale brésilienne

pour exhorter les autorités à protéger leurs terres. Leur forêt est détruite à un rythme effréné par les éleveurs, les bûcherons et les colons qui ont établi deux hameaux et ouvert un réseau routier au sein même de leur territoire. Les plus exposés parmi les Awá sont les petits groupes isolés extrêmement vulnérables. Au cours des quatre dernières décennies, nombre d'entre eux ont été tués par les hommes de main armés des éleveurs. L'afflux d'envahisseurs ne fait qu'accroître le risque de conflits violents.

### Dangers sur les Indiens isolés

José Carlos Meirelles, l'un des plus grands experts brésiliens sur les Indiens isolés a alerté les autorités en décembre dernier sur les risques de conflits qu'engendre la présence croissante de bûcherons parmi les groupes d'Indiens vivant à la frontière entre le Pérou et le Brésil. Il a insisté sur le fait qu'avec la pénétration des bûcherons illégaux dans les forêts péruviennes, les tensions dans la région avaient fortement augmenté depuis 2006. Les Indiens isolés sont extrêmement vulnérables en raison de leur faible immunité face à des maladies telles que la grippe, la varicelle ou la rougeole. Un grand nombre d'Indiens ont succombé par le passé à des épidémies qui leur étaient inconnues et qui ont décimé des groupes entiers.

### Une épidémie frappe les Yanomami

Début novembre, des Indiens yanomami d'Amazonie vénézuélienne ont annoncé que des dizaines de membres de leur communauté avaient succombé à une épidémie qui pourrait être de paludisme. Des leaders yanomami ont déploré que 51 personnes étaient mortes dans trois villages dont la population totale était d'environ 200. Mais le nombre exact de morts reste indéterminé.

## COLOMBIE

### Appel désespéré des Nukak

Un leader nukak d'Amazonie colombienne a lancé un appel désespéré pour la survie de son peuple auprès de la plus haute instance des droits de l'homme du pays fin décembre. Depuis que les chasseurs-cueilleurs nukak sont sortis de la forêt en 1988, plus de la moitié d'entre eux sont morts, principalement de maladies bénignes transmises par les étrangers. Les Indiens qui dépendent désormais des aides gouvernementales pour survivre s'efforcent de s'adapter à leur nouveau mode de vie sédentaire en périphérie des villes. Selon l'ONIC, l'organisation indigène nationale, les Nukak sont l'un des 30 groupes

indigènes de Colombie menacés d'extinction. Survival mène campagne pour le droit des Nukak à retourner dans leur réserve à condition qu'elle soit protégée et sécurisée et qu'ils puissent avoir accès aux services de santé.

## CHILI

### Raid policier sur l'île de Pâques

25 personnes au moins ont été blessées au cours d'un affrontement avec la police venue expulser les occupants d'un immeuble à Rapa Nui début décembre. Depuis août dernier, des membres du peuple rapa nui occupent des bâtiments sur un territoire qu'ils revendiquent comme leur appartenant légalement. Les Rapa Nui sont un peuple indigène polynésien qui a toujours vécu sur l'île de Pâques, annexée en 1888 par le Chili.

## INDE

### Un film de Survival récompensé à Hollywood

Le film de Survival 'Mine : histoire d'une montagne sacrée' a été primé 'meilleur court métrage' dans la catégorie droits de l'homme de l'Artivist Film Festival à Hollywood qui a eu lieu en novembre. Ce film qui a été visionné sur internet par plus de 650 000 personnes, relate la lutte des Dongria Kondh de l'Etat d'Orissa en Inde pour sauver leur montagne sacrée du projet minier de la compagnie Vedanta Resources. En août dernier, cette compagnie a dû renoncer à son projet controversé, le ministre indien de l'Environnement l'ayant définitivement gelé.

## INDONÉSIE

### Torture de Papous

Fin octobre, une vidéo montrant des soldats indonésiens en train de torturer deux hommes papous dans les hautes terres de Papouasie occidentale a suscité une vive indignation de la part de la communauté internationale. Survival a lancé un appel à enquête immédiate ; le gouvernement indonésien a admis que ses soldats avaient pratiqué la torture sur ces deux Papous. Survival a également exhorté le président nord-américain Obama à suspendre l'assistance militaire nord-américaine à Jakarta tant que les forces armées indonésiennes continueront à tuer et torturer les tribus de Papouasie occidentale.

## MALAISIE

### Menace de l'énergie verte à Bornéo

Les tribus des forêts de Bornéo sont exposées à la double menace de 'l'énergie verte' :

leurs rivières sont détruites par les barrages hydroélectriques et leurs forêts sont rasées pour faire place aux plantations de palmiers à huile. Dix mille autochtones ont été déplacés pour faire place au barrage de Bakun et le gouvernement du Sarawak projette d'en construire douze autres dans la région. Les forêts dans lesquelles les Penan sont supposés être réinstallés sont détruites à grande échelle pour y planter des palmiers à huile. L'objectif du gouvernement du Sarawak est de planter d'ici 2020 deux millions d'hectares de palmiers à huile.

## INTERNATIONAL

### Journée des droits de l'homme

A l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme des Nations-Unies, Survival a lancé, le 10 décembre dernier, deux courts-métrages sur la situation dramatique des Indiens guarani du Brésil. Ces films montrent la détermination dont font preuve les Guarani pour reconquérir les terres qui leur ont été spoliées par les éleveurs et les planteurs de soja et de canne à sucre.

### Déclaration des Nations-Unies

Le Canada a finalement décidé mi-novembre d'appuyer la Déclaration des Nations-Unies sur les peuples autochtones trois ans après son approbation par l'Assemblée générale. 'En appuyant la Déclaration, le Canada réaffirme sa volonté de nouer avec les Inuit, les Premières Nations et les Métis une relation fructueuse, constructive et fondée sur notre histoire commune, le respect et le désir de faire face à l'avenir ensemble, et ce, pour accroître le bien-être des autochtones canadiens'. Les Indiens du Canada ont accueilli avec satisfaction cette décision tant attendue. Cependant, l'Assemblée des Premières Nations, l'organisation indigène nationale, a exprimé sa vive préoccupation lorsque le gouvernement a annoncé que 'la Déclaration n'est pas juridiquement contraignante, elle ne constitue pas une expression du droit international coutumier et ne modifie pas les lois canadiennes'. Un mois après, les États-Unis ont officiellement entériné cette Déclaration, ce qui signifie qu'aujourd'hui, plus aucun pays ne s'y oppose. Le président Obama a annoncé cette décision lors de l'ouverture de la Conférence sur les Nations indiennes qui s'est tenue le 16 décembre dernier à la Maison Blanche. Il a déclaré : 'Ce qui importe beaucoup plus que les mots - ce qui importe beaucoup plus que n'importe quelle résolution ou déclaration - ce sont les actions qui correspondent à ces mots'.

### Les ONG contre les géants pétroliers

En novembre, Survival a adressé une lettre cosignée par plus de cinquante grandes ONG aux compagnies pétrolières Perenco, Repsol-YPF et ConocoPhillips exigeant leur retrait immédiat des régions habitées par des Indiens isolés au Pérou. Des expertises anthropologiques ont prouvé que la région était habitée par au moins deux groupes d'Indiens isolés extrêmement vulnérables aux contacts avec le monde extérieur en raison de leur faible système immunitaire.

### Une cyberattaque paralyse Survival

Survival International a été la cible fin octobre d'une cyberattaque massive qui a causé de graves perturbations à l'infrastructure de son site internet. Survival présume que cette offensive émanait soit du Botswana, soit de l'Indonésie. Elle est en effet survenue une semaine après la diffusion sur notre site internet d'une vidéo montrant des soldats indonésiens en train de torturer des Papous et quatre semaines après avoir appelé au boycott du Botswana pour sa politique répressive à l'égard des Bushmen du Kalahari.

## La presse en a parlé en 2010

### BUSHMEN

**RFI** : 'Les premiers pas de l'écologie politique', 15 février

**Europe 1** : 'Carnets du monde', 4 avril

**AFP** : Botswana: la justice refuse l'accès à l'eau aux Bushmen, 21 juillet

**RTL** : Botswana : les Bushmen privés d'eau par décision de justice, 22 juillet

**Rue 89** : La Haute cour du Botswana prive les Bushmen d'accès à l'eau, 26 juillet

**Radio Vatican** : L'Église incite à un tourisme responsable, 27 septembre

**Novethic** : Un tour opérateur de luxe fait polémique au pays des Bushmen, 6 octobre

**Petit Futé 2010** : Les diamants du Kalahari tâchés par le sang des Bushmen

### BARRAGES

**Ouest France** : Les grands barrages menacent les indigènes, 15 août

**Le Monde.fr** : Un projet de GDF-Suez met en danger les dernières tribus isolées d'Amazonie, par Jean-Marie G. Le Clézio et Jean-Patrick Razon, 7 avril

**Libération** : En Amazonie, tirs de barrage contre GDF-Suez, 16 avril

**Rue 89** : Jirau, le barrage de GDF

Suez qui menace des Indiens d'Amazonie, 10 juin

**Le monde.fr** : Lula donne son accord à la construction d'un barrage très controversé sur l'Amazone, 27 août

**Le Monde** : L'Éthiopie parie sur l'énergie hydroélectrique, 9 juin

### DONGRIA KONDH

**Le Monde** : En Inde, la tribu des Dongria Kondh vit le scénario du film « Avatar », 10 février

**La Tribune** : Les projets en Inde du géant minier Vedanta provoquent une levée de boucliers des ONG, 23 février

**Libération** : Les Dongria Kondh en résistance contre une mine sacrilège, 3 août

**Le Temps** : Une tribu résiste contre une mine sacrilège, 3 août

### TÉLÉVISION

**France O**, 'Planète en question' : débat sur les peuples indigènes dans le monde et en France, 30 juin

**TV5 Monde** : Les Indiens isolés du Pérou, 20 novembre

**Arte**, 'Global Mag' : Peuples indigènes menacés : la lutte s'organise sur le web, 22 décembre.

# Pourquoi boycotter le Botswana?

**Suite à l'appel au boycott des diamants du Botswana lancé par Survival, cet article est paru dans le quotidien indépendant botswanais Mmegi le 22 octobre 2010**

**L'**annonce récente du boycott lancé par Survival International sur le tourisme au Botswana et les diamants qui y sont produits a déjà soulevé d'acérés critiques et sans aucun doute en soulèvera bien d'autres, mais elles n'entameront pas notre détermination : nous ne mettrons fin à notre campagne que lorsque les Bushmen seront traités avec équité et humanité - pas avant.

seraient traités de façon équitable, sans plus jamais subir cette discrimination qui les avait jusque-là exclus en tant qu'êtres rétrogrades ou barbares. Sir Seretse avait conscience que de telles idées ne relevaient que du mépris raciste affiché par les colons européens envers les Africains en général et entendait bien que celui-ci n'avait plus sa place dans l'Afrique post-coloniale.

Malheureusement, la découverte d'importants gisements de diamants dans les années 1980 mit brutalement fin à cette période de félicité. Dès lors, le gouvernement botswanais ne cessa d'employer toutes les manœuvres d'intimidation possibles pour se débarrasser des Bushmen devenus gênants. Elles atteignirent leur point culminant dans les expulsions en série qui condamnèrent la plupart des Bushmen à la déportation en 2002, ce que la BBC compara à un « nettoyage ethnique ». Le gouvernement et ses alliés, y compris les autorités britanniques, défendirent vigoureusement ces prétendues « relocalisations ». Ils nièrent qu'elles avaient été effectuées par la force, se perdant en vains discours sur les raisons qui les animaient. Ils contestèrent bien entendu la découverte d'un important gisement de diamants, se retranchant derrière l'urgente protection des espèces sauvages menacées par la présence même des Bushmen dans la réserve. Ce faisant, non seulement ils investirent des sommes extravagantes dans des cabinets de relations publiques britanniques huppés chargés de plaider leur piètre cause, mais bernèrent plusieurs députés britanniques.

Au moment même où le gouvernement s'opposait devant les tribunaux aux



Femme bushman revenant de la cueillette, Metsiamanong, Botswana. © Alexandra Bagge/Survival



Manifestation devant la boutique De Beers à Londres, le 3 novembre 2010. © M. Cowan/Survival

Lorsque ce moment arrivera, nous pourrions alors nous réjouir que la promesse de Sir Seretse Khama faite dans les années 1960 aux Bushmen de la réserve du Kalahari ait enfin été honorée : cet homme éclairé qui fut le premier président du Botswana leur avait en effet garanti qu'ils pourraient jouir *ad vitam eternam* de leurs terres, ce qui est certainement la moindre des choses auxquelles pouvaient prétendre les premiers habitants du pays. On leur avait promis qu'ils

plus anciens habitants du pays, déployant des fonds exorbitants, bien supérieurs à ceux dépensés dans n'importe quelle autre affaire juridique de toute l'histoire du pays, il hélicoptait ses forces armées dans la réserve. Ainsi, en septembre 2005, sous la direction personnelle du propre avocat du gouvernement, des soldats ouvraient le feu avec des balles en plastique potentiellement mortelles sur les Bushmen, dont des enfants, pour les empêcher de retourner sur leurs terres. Ceux qui prétendent encore que le Botswana applique une politique de « négociation » et non d'agression devraient regarder la réalité de plus près.

Les expulsions – et non « relocalisations » – avaient été accompagnées de l'assèchement et du scellement du puits que les Bushmen utilisaient depuis des décennies. Elles ont finalement confirmé ce que Survival a toujours prétendu : elles étaient menées de manière illégale et anti-constitutionnelle. Dans un vain espoir, le

gouvernement et ses alliés allèrent jusqu'à affirmer que, dans son jugement, la Cour avait insisté sur le fait que les expulsions n'avaient aucun rapport avec la découverte de diamants. C'était faux : le tribunal n'a jamais rien dit de tel. Les raisons qui motivaient ces expulsions n'avaient rien à voir avec l'affaire que portaient les Bushmen devant la justice.

Après l'arrêt rendu en 2006, Survival mit un frein à sa campagne. Ce fut une erreur. Les Bushmen nous apprirent que rien n'avait changé, et ils avaient raison, mais nous espérions naïvement que le nouveau gouvernement aurait pu reprendre ses esprits et se rendre compte que le dommage déjà causé à l'image du Botswana était un prix bien trop élevé à payer pour se venger de sa défaite devant son propre tribunal. Ce ne fut pas le cas : aujourd'hui les gardes forestiers continuent de harceler les Bushmen, le puits demeure sous scellés, leurs chèvres et ânes sont régulièrement « confisqués »...

Les prétendues « négociations » qui pendant des décennies se sont limitées à une ou deux réunions par an au cours desquelles on se contentait de décider de la date des prochaines réunions ont requis des fonds importants – certains émanant du Royaume-Uni – destinés au financement d'organisations locales inefficaces. Ainsi, les Bushmen étaient-ils généralement « représentés » par des gens qui n'avaient aucun crédit à leurs yeux.

Un juge décide aujourd'hui que les Bushmen n'ont pas le droit d'utiliser leur puits. Dans le même temps, une compagnie de tourisme prétendument « éthique », Wilderness Safaris, construit un lodge de luxe avec piscine en plein cœur de leur territoire. Son dirigeant vient de déclarer triomphalement que si, le cas échéant, un Bushman apparaissait, il lui offrirait un verre d'eau. Comment cela est-il possible ? Il ne dit pas attendre d'eux qu'ils apportent leur propre verre ou exiger un gros pourboire pour sa générosité,

\* Stephen Corry est directeur général de Survival International

# Les Indiens de Vargas Llosa



Famille bushman à Metsiamaong, Botswana. © Alexandra Bagge/Survival

il n'en a sans aucun doute pas vraiment besoin, puisque les hommes du président siègent dans son conseil d'administration. Le président Khama est bel et bien compromis dans une entreprise commerciale qu'il privilégie au détriment des Bushmen.

Et que dire de cette autre fructueuse affaire pour le gouvernement botswanais, à savoir l'important gisement de diamants sur la terre des Bushmen dont, à l'unisson avec la compagnie De Beers, il a longtemps nié la découverte? En 2007, De Beers a revendu cette concession à la compagnie Gem Diamonds qui estime son potentiel minier à 3,3 milliards de dollars! Gem prétend maintenant – à tort – qu'il a obtenu le consentement des Bushmen pour exploiter la mine. Mais les habitants de Gope n'ont pas intérêt à se présenter à la mine pour demander à boire, parce que le gouvernement a exigé qu'aucun des nouveaux puits forés à l'intention de la mine ne soient utilisés pour les approvisionner en eau. Les employés de la mine n'auront qu'à les rediriger vers le lodge touristique!

Ceux de nos lecteurs qui se souviennent que le gouvernement a, tout au long du procès qui l'opposait aux Bushmen, fermement soutenu devant les juges que les « relocalisations » ne visaient qu'à protéger la faune, pourraient se demander quelle est l'utilité de la faune sauvage pour cette nouvelle mine de diamants. Ils ne sont guère susceptibles de trouver que ces relocalisations peuvent conduire à une vie paisible. D'autre part, la faune n'aura aucun problème à trouver de l'eau parce

que plusieurs nouveaux puits ont été exclusivement forés à son intention. Le célèbre joaillier Tiffany qui a financé l'opération estime probablement qu'en tant que « protecteur de la nature » il pourra convaincre sa clientèle de son « éthique » censée contribuer à assainir la triste image des diamants de sang qui, dans d'autres parties du monde, ont financé maintes guerres civiles et fait des centaines de milliers de morts.

Le second président du Botswana, Ian Khama, ne manque pas lui-même de « conservationnisme ». Il siège au conseil d'administration de l'ONG nord-américaine Conservation International (revenu annuel supérieur à 116 millions de dollars), un rôle qu'il considère comme suffisamment important pour justifier le temps qu'il y passe au détriment de ses fonctions officielles. On se demande s'il a vraiment lu son propre règlement intérieur qu'il est, en tant que directeur, légalement tenu de faire respecter. L'organisation, y est-il indiqué, « soutient le droit des peuples indigènes à leurs propres systèmes traditionnels de tenure foncière et revendique le contrôle de ces peuples sur leurs propres terres comme condition préalable à la biodiversité ».

On peut supposer que le président Khama avait oublié cette consigne lorsqu'il fit écho à l'opinion de Festus Mogae sur le mode de vie des Bushmen, une « fantaisie archaïque » destinée à « s'éteindre comme le dodo ».

Le président botswanais est-il le seul à ignorer que cette histoire va avoir de

lourdes répercussions dans l'opinion publique internationale? Il y a rarement eu de meilleure illustration de l'hostilité vindicative – « haine » n'est pas un mot trop fort – envers les peuples indigènes de la part d'un gouvernement dont les intérêts sont étroitement liés au monde des affaires.

C'est pourquoi Survival estime qu'il est inapproprié pour les gens qui se soucient des droits de l'homme, et plus particulièrement des droits de peuples indigènes, d'acheter les diamants du Botswana. L'industrie du diamant est en étroite relation avec le gouvernement botswanais et personne ne peut jamais savoir de quelle mine provient un diamant (l'industrie s'y emploie activement). Survival tente simplement de convaincre le public que ce bijou, loin d'être le signe de l'amour éternel, n'est que le symbole de la brutale oppression des premiers habitants de l'Afrique australe.

Il y aura bien sûr toujours des gens qui offriront des diamants, tout comme il y aura toujours des touristes au Botswana, mais les uns comme les autres doivent aussi être sensibilisés sur le fait qu'ils soutiennent ainsi un gouvernement qui tire profit de la destruction des derniers chasseurs-cueilleurs du monde. Un boycott est évidemment destiné à faire pression. Il peut être considéré comme une mesure extrême (même si elle n'est pas aussi extrême que celles du gouvernement), mais si quelqu'un a une meilleure idée, nous sommes ouverts à toute suggestion raisonnable. ■

**La vie mouvementée de Sir Roger Casement (1864-1916), diplomate britannique connu pour son engagement contre les abus du système colonial en Afrique et au Pérou et pour son activisme révolutionnaire en Irlande, a inspiré l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa, prix Nobel de littérature 2010, pour son dernier roman *El Sueño del celta* (qui paraîtra cette année chez Gallimard sous le titre *Le Songe du Celte*). La traduction de cet article paru le 13 décembre 2010 dans le quotidien colombien *El Espectador* est publiée ici avec l'aimable autorisation de son auteur.**



Un patron caoutchoutier posant avec deux de 'ses' Indiens (D'après Eugène Robuchon *Dans le Putumayo et ses affluents*, 1907)

1. Le boom du caoutchouc qui démarra à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans toute l'Amazonie toucha particulièrement les Indiens huitoto et leurs voisins bora, ocaïna et andoke dans la région située entre les fleuves Caqueta et Putumayo en Colombie.

\* César Rodríguez Garavito est professeur associé et directeur du Programme de Justice globale et de droits humains à l'Université des Andes de Bogotá (Colombie), membre fondateur de Dejusticia ([www.dejusticia.org](http://www.dejusticia.org)) et éditorialiste au quotidien *El Espectador*.

Gagner un prix Nobel c'est mourir un peu : tous les sommets ont été conquis et on acquiert cette aura de perfection béatifique qui n'est reconnue qu'aux défunts.

Critiquer un prix Nobel est aussi politiquement incorrect que dire du mal d'un mort. Même si le lauréat assiste impuissant à la mort lente de son œuvre devenue succès du jour objet de toutes sortes de flatteries – un de ces livres qui « doit se lire » sur la plage ou dont on doit absolument parler dans un cocktail.

Heureusement, le prix littéraire – mérite – de Vargas Llosa peut être l'exception. Ne serait-ce que parce que l'auteur péruvien a toujours conçu l'écriture comme une invitation à la critique, à cette discussion ouverte qui ne fleurit que dans les démocraties qu'il a défendues toute sa vie.

Eh bien, l'un des thèmes centraux de l'œuvre récente du Péruvien porte sur les peuples indigènes. Son dernier roman, *El sueño del celta* (*Le songe du Celte*), retrace les atrocités perpétrées contre les Indiens amazoniens de Colombie et du Pérou. « Depuis deux siècles, nous portons entièrement la responsabilité de l'émancipation des peuples indigènes et nous avons échoué » a-t-il soutenu dans son discours de réception du prix Nobel à Stockholm, « Cette question est toujours en suspens en Amérique latine. Il ne peut y avoir aucune justification à ce déshonneur et à cette honte ».

Les atrocités, le déshonneur, la honte : des sujets improbables pour une lecture de plage. Par conséquent, avant que la discussion ne devienne trop prosaïque, il convient de poser des questions embarrassantes.

Que sait-on par exemple des Huitoto et des autres groupes indiens qui, comme le raconte *Le songe du Celte*, ont été tués, réduits en esclavage, mutilés, violés, déposés et marqués comme du bétail par les patrons du caoutchouc dans le Putumayo il y a un siècle? Aujourd'hui, nous savons que le génocide a été tel qu'entre 1900 et 1912, la population indigène a diminué de plus de 50 000 à environ 8 000.

Mais ce que peu de gens savent, c'est que les Huitoto sont aujourd'hui aussi menacés et vulnérables qu'alors. Le danger n'est plus le caoutchouc, mais la coca, le boom minier et autres économies qui ont attiré les colons, les groupes armés et

les entreprises qui ont empiété sur les territoires indigènes. C'est pour cette raison qu'ils sont parmi les 34 peuples à risque recensés par la Cour constitutionnelle qui a demandé pour eux une protection spéciale en 2009. C'est pour cette raison que leur population n'a pas augmenté depuis la période du caoutchouc, et qu'elle est aujourd'hui broyée par l'exode forcé à Leticia, Florencia ou Villavicencio [villes pionnières d'Amazonie colombienne et de ses confins où émigrent les Indiens fuyant la violence ou les invasions]. C'est enfin pour cette raison qu'ils sont toujours en attente de réponses concrètes de l'Etat à l'ordre de la Cour, ou au projet de vie qu'ils présenteraient au gouvernement il y a quelques années.

Ainsi, les lecteurs qui auront été horrifiés par ce que Roger Casement, le Celte du roman, a vu dans le Putumayo, devraient l'être par ce qu'ils y rencontreraient aujourd'hui ou bien par la situation de plus de 60% des peuples indigènes colombiens qui, selon l'ONIC, [organisation nationale des Indiens de Colombie] sont menacés d'extinction par la même combinaison de violence, d'exode, d'industries minières et autres projets économiques qui s'imposent sans aucune consultation préalable des premiers concernés.

Le problème c'est qu'il existe un abîme entre l'indignation sur les erreurs passées et la volonté de ne pas les répéter. C'est précisément là où Vargas Llosa se trompe. Il use de la même éloquence pour décrire les abus de l'Histoire que pour critiquer le mouvement indigène qui s'oppose à l'exploitation commerciale de ses territoires. L'an dernier, il s'est opposé, la lance à la main, aux Indiens péruviens qui tentaient d'arrêter un projet de loi ouvrant leurs territoires amazoniens à l'exploitation minière. Et en 2003, il a prononcé ce regrettable discours à Bogotá, dans lequel il comparait le mouvement indigène au terrorisme collectiviste fondé sur « l'esprit tribal » manifestant d'« un anachronisme plutôt ridicule » et constituant un obstacle « au développement, à la civilisation et à la modernité ».

Ainsi l'« émancipation » dont parle l'écrivain n'est-elle pas celle qui est décidée par les Indiens, mais la seule qu'il considère comme possible, à savoir, l'économie de marché et la « civilisation ». C'est exactement ce que disaient les récolteurs de caoutchouc qui chassaient l'Indien dans le Putumayo. ■

# “Faire émerger la vie”

**L**a peur fondamentale de l'homme devant la fragilité de la vie est présente dans toutes les sociétés. La culture kanak et la religion, parce qu'elles proclament que notre disparition physique ne signifie pas notre fin, apportent à leur manière une réponse à cette angoisse fondamentale en faisant de la mort un élément constitutif de la vie.

Dans cet univers où l'homme n'existe que par ses relations, choisir la culture comme fondement de notre politique de

kanak à un lieu. Elle se fonde sur la certitude que celui-ci partage avec les éléments visibles et invisibles de la nature la même structure d'identité, ce qui fait que « les forêts, les plages, les falaises et les récifs ne sont pas un simple cadre géographique mais l'homme lui-même » : c'est là qu'il se reconnaît, c'est là qu'il se réalise, c'est là qu'il perdure. Aussi, dégrader le lieu auquel il s'identifie équivaut à l'atteindre dans ses certitudes existentielles.

Croyance qu'exprime encore son lien d'appartenance à un clan, qui était là avant sa naissance et qui continuera d'être là après sa disparition, qui lui donne l'assurance qu'il appartient à une vie que le temps n'atteint pas. Pour ce faire, la société kanak conjugue les différences entre les générations et entre les sexes pour faire de la mort la continuation de la vie : un ouvrage collectif pour donner un sens à la vie de chacun et pour assurer la survie du clan. Aussi, lui demander de renoncer à son lien d'appartenance, fût-il au nom du développement, revient à le menacer dans son sentiment de sécurité intérieure.

Troublé par l'échec de nombreux projets de développement, le vieux Abraham Manane<sup>1</sup>, après avoir rappelé que nos pères et grands-pères avaient réussi, eux, à construire une église par tribu sans subvention et dans des conditions matérielles difficiles, nous recommanda de « faire émerger la vie » à travers tout ce que nous entreprenons. A savoir, loger désormais nos projets dans l'intimité de la tribu en respectant non seulement l'esprit qui habite ce lieu, mais en même temps les personnes dont la fonction essentielle est de le faire vivre. ■

développement appelle à un engagement pour faire de chaque projet une occasion d'exprimer notre croyance en la complémentarité entre les hommes, en la complémentarité entre les hommes et leur environnement, entre la vie et la mort.

Croyance qu'expriment les liens identitaires et d'appartenance de l'homme

**Conclusion du séminaire « La culture, fondement du développement de la Province des îles? » qui a eu lieu à Jokin, Nouvelle-Calédonie, les 29 et 30 juillet 2010.**



Une partie des participants au séminaire © DR

1. Abraham Manane était instituteur à Maré, il avait été l'informateur de l'anthropologue Jean Guiart dans les années 1950.

\* Nidoïsh Naisseline est Grand chef de Maré

# Dmitri Anatolievitch Medvedev!\*

**J**e m'appelle Pavel Vasilievitch Suliandziga et je suis membre du Conseil des nationalités de la Fédération de Russie, et membre du Forum permanent des Nations-Unies sur les questions indigènes. Je m'excuse de vous interrompre dans vos activités importantes qui visent au bien-être de notre gouvernement et de mes concitoyens, cependant, pour moi, rester silencieux signifierait la mise en danger de la préservation et de la survie d'une très petite et très fragile partie de notre société russe, à savoir les peuples indigènes minoritaires du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient. Je ne vous dirai rien sur le scandale que constitue l'éviction de ces peuples de leurs petites terres natales, par le biais de la gratification de leurs terrains de chasse, de pêche et de pâturage à diverses compagnies ou autres structures commerciales et je ne parlerai pas non plus des suicides et de l'alcoolisme qui ont atteint parmi nos peuples un niveau qui met en péril leur survie même. Je vous ai déjà parlé de tout cela lors de notre rencontre en Tchoukotka, en septembre 2008. Vous êtes bien sûr au courant des mesures prises par les organismes gouvernementaux (incluant les vôtres) pour améliorer la situation très difficile des peuples indigènes.

Mais j'écris maintenant à propos d'autre chose. À mon avis, tous les efforts entrepris par notre gouvernement échoueront à obtenir quelque résultat que ce soit du fait que nos fonctionnaires, à qui a été confiée cette tâche, ne sont pas seulement incompetents pour régler ces problèmes divers, mais n'ont également aucun professionnalisme en tant qu'officiels gouvernementaux, ce qui causera du tort à notre gouvernement.

J'ai déjà mentionné notre rencontre en Tchoukotka, après laquelle vous avez dicté les directives appropriées aux agences gouvernementales. Une partie de ces directives a été mise en œuvre ; malheureusement, une autre partie ne l'a pas été. Je vous en avais informé six mois après cette rencontre. Vous aviez alors donné de nouvelles instructions pour ouvrir une enquête sur cette question. Sur l'ordre d'Igor Ivanovitch Shuvalov, vice-Premier ministre, au ministère du Développement régional du gouvernement qui était responsable de la mise en œuvre de cette directive, une enquête officielle a été menée et les responsables punis. Plus tard, ces individus ont envoyé une lettre confidentielle du ministère du Développement régional au gouvernement, qui m'accusait personnellement, ainsi que la direction de l'Association russe des peuples indigènes du

Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient (RAIPON) d'extrémisme, de radicalisme, ainsi que d'activités anticonstitutionnelles. Vous pouvez vous imaginer que pour se venger d'un affront personnel, ces fonctionnaires ont pensé que j'aurai peur et que je quitterai la Russie pour l'Occident. Je n'ai pas besoin de l'Occident. La Russie est ma terre natale et mon pays, la terre natale et le pays de mes parents et de mes enfants, de mes amis et de ma famille. Au lieu d'essayer d'effectuer des changements dans les lois qui concernent les droits et les intérêts des peuples indigènes minoritaires, ces officiels mettent en œuvre diverses mesures qui ne

teur du département au sein du ministère du Développement régional de Russie, je suis malheureusement convaincu que cette personne n'apportera rien de positif. De plus, il déteste et méprise les peuples indigènes minoritaires, dont il est censé s'occuper des problèmes par sa fonction. Les gens qui expriment ouvertement et publiquement leur haine des peuples indigènes, et qui sont incapables d'établir des relations d'affaires avec leurs représentants et leurs organisations sociales, ne peuvent pas et ne doivent pas participer à la politique gouvernementale qui a trait à ces peuples. Cela discrédite tous les efforts entrepris par le gouvernement



Famille koriak, Katchamka © A. Klioutchnikova

résolvent rien. En fait, ces récents changements dans la législation ont apporté dans notre gouvernement russe une « servitude moderne » pour les peuples indigènes, après que leurs territoires de chasse et de pêche eurent été bradés à des entreprises commerciales et lorsque les représentants de ces compagnies déclarent aux peuples indigènes : « Nous ne partirons pas d'ici, mais tout ce que vous pouvez obtenir nous appartient, car nous sommes les maîtres ici. » Mais les fonctionnaires du ministère du Développement régional ne peuvent avoir aucune influence à ce sujet, parce qu'ils ne sont pas professionnels ; ils ne savent même pas comment vivent les gens et ce qu'il faut faire pour améliorer leur situation.

Cher Dmitri Anatolievitch ! Personnellement, je pourrais supporter toutes les humiliations apportées par ces gens, dans l'espoir que leur travail bénéficierait à notre pays et à ses citoyens, les peuples indigènes minoritaires, mais ayant participé à une émission de télévision consacrée aux problèmes actuels des peuples indigènes minoritaires avec M. Zhuravskii, direc-

tionnaire dans son ensemble, et par vous personnellement, en vue de la préservation et du développement des peuples indigènes minoritaires du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient. J'espère sincèrement que vous comprendrez que je ne veux calomnier personne ni mettre tout le monde au même niveau.

Cher Dmitri Anatolievitch ! Je vous demande de rencontrer les représentants des peuples indigènes minoritaires afin qu'ils puissent vous informer de ce qui se passe actuellement et de partager leurs recommandations en vue du développement de ces peuples, aussi bien que de faire des propositions et des plans au niveau de la politique gouvernementale qui les concerne, ainsi qu'en vue de leur plus grande participation dans la vie sociale et politique de notre pays. ■

\*Lettre ouverte adressée en octobre 2010 par Pavel Suliandziga, vice-président de l'Association russe des peuples indigènes du Nord (RAIPON) au président de la Fédération de Russie.

# Oui, je soutiens Survival

Nom

Prénom

Adresse

Code

Ville

Pays

Avec un don de:  
 25 €  50 €  100 €  200 €  autre

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion)  
 Membre actif 50 €  
 Membre actif avec Ethnies 83 €  
 Membre bienfaiteur 120 €  
 Etudiants, chômeurs 23 €

Je souhaite m'abonner aux Nouvelles de Survival  
 Abonnement annuel (4 n°) 15 €  
 Abonnement de soutien 25 €  
  
 Port étranger/avion, ajouter 7 €

Total €

Ci-joint un chèque à l'ordre de Survival

Je préfère régler par carte bancaire

N°

Date d'expiration

Signature

Date

Je choisis le prélèvement automatique, envoyez-moi le formulaire

Remplissez ce bulletin en lettres capitales, découpez-le et retournez-le accompagné de votre règlement à :  
Survival 18 rue Ernest et Henri Rousselle, 75013 Paris



## Ciné-débat Survival

Le cycle de ciné-débat de Survival reprend cette année avec une riche programmation en partenariat avec le cinéma d'art et d'essai **La Clef**. Tous les premiers mardis du mois, à partir du 1er février, nous présenterons des films de fiction ou documentaires, historiques ou contemporains, sur les peuples indigènes, en présence de leurs réalisateurs ou de spécialistes.

Au programme du premier semestre :

■ <b>Mardi 1er février</b> <b>Des hommes qu'on appelle sauvages</b> de Alain Gheerbrant	■ <b>Mardi 3 mai</b> <b>Contact Le jour où l'homme blanc est venu</b> de Martin Butter et Bentley Dean
■ <b>Mardi 1er mars</b> <b>Corumbiara</b> de Vincent Carelli	■ <b>Mardi 21 juin</b> Spécial fête de la musique <b>In the Land of War Canoes</b> de Edward S. Curtis
■ <b>Mardi 5 avril</b> <b>Tinpis Run</b> de Pengau Nengo	

**Cinéma La Clef**

34 rue Daubenton  
75005 PARIS  
(M° Censier-Daubenton)

Prix d'entrée : 7€, tarif réduit : 5,50€ Carte 3 films de ce cycle : 15€

## Dans la peau d'un Papou fait peau neuve!

<http://danslapeaudunpapou.survivalfrance.org>



Notre site **Dans la peau d'un Papou** s'adresse désormais plus particulièrement aux collégiens et lycéens. On y retrouvera de nombreuses rubriques d'information sur les peuples indigènes du monde entier et sur les menaces qui pèsent sur leur vie et leur environnement. Avec **Nous le monde** les 7-12 ans pourront continuer à découvrir de manière ludique la vie de trois enfants indigènes à travers une correspondance fictive.

## Vient de paraître : Ethnies

### Au Sommaire



RIGOBERTA MENCHÚ • ANTONIO GUERREIRO • NIDOÏSH NAISELINE • NELES TEBAY • RAYMOND DEPARDON • MATTHEW COON COME • DAVI KOPENAWA • PAUL OKALIK • NAPES ASHINI • ADOLFO PÉREZ ESQUIVEL • CLAUDIA ANDUJAR • ETIENNE BOIS • EDGAR MORIN • ROY SESANA • DESMOND TUTU • BRIGITTE WYNGAARDE • ANASTASIA LAPSUI • JESSICA DE LARGY HEALY • ALBAN BENSA • PIERRE J. BANCEL • JEAN-PIERRE BORIS • RITA MESTOKOSHO • KINDY OPOYA • ANDRÉS CHIRINOS • HUBERT REEVES • JEAN-MARIE G. LE CLÉZIO • CHOPIN THERMES

**Habiter le monde. Chroniques du XXI<sup>e</sup> siècle n° 35-36 hiver 2010**

CD inclus : Llaquiclla, musiques de Colombie et d'Équateur

192 p., 56 photos, illustr., 22 € (+ port France : 3,50 €; par avion : 7 €)

Vente au numéro en librairie ou à Survival

Abonnement à 2 volumes (4 n°) : 40 €; institutions : 46 €; soutien : 80 €